L'exploitation de l'uranium nigérien mécontente les Touaregs

Comme au Nigeria, des "poches de résistances" s'organisent contre l'exploitation économique

- Zone Franche -

LE MONDE | 11.05.07 | 13h58

Nous contrôlons militairement tout le nord du Niger, la partie utile du pays. L'armée ne peut pas nous déloger. Nous ne voulons pas créer un Etat indépendant. Nous exigeons seulement un meilleur partage des richesses de l'uranium. Les Touaregs n'en profitent pas." Joint par téléphone, jeudi 10 mai, l'homme qui s'exprime ainsi, Mohamed Acharif, est le numéro deux du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), une organisation qui a commencé à faire parler d'elle en février avec les premiers accrochages qui l'ont opposée à l'armée nigérienne.

Depuis, des affrontements sporadiques ont lieu. Le MNJ affirme ainsi avoir détruit, en avril, onze véhicules de l'armée faisant plusieurs morts dans les rangs adverses avant d'attaquer un site d'Areva, le groupe français spécialiste de l'uranium. "Depuis, explique Mohamed Acharif, un ancien capitaine, nous n'avons pas mené d'autres actions. De son côté, l'armée a pilonné nos positions, sans succès. Nous sommes disséminés dans les montages du massif de l'Aïr (certaines culminent à 2 000 mètres).Ils ne peuvent rien contre nous."

Selon lui, près de 700 Touaregs auraient rejoint les rangs du MNJ dont certains revenus d'exil en Algérie et en Libye. Les militants du MNJ sont-ils en contact avec des groupes armés islamiques signalés dans le nord du Mali ? La question le surprend, tant leur mode de vie et leurs pratiques religieuses diffèrent, explique-t-il.

"RESPECTER NOS COUTUMES"

Se procurer de l'armement ne serait pas un problème. "C'est même très facile. Un marché parallèle existe, alimenté par les armes venues des pays voisins ou de Côte d'Ivoire, assure Mohamed Acharif. Avec 6 000 euros, on peut se procurer une mitrailleuse lourde et avec 100 000 euros, on a de quoi équiper des troupes pour faire du mal aux forces régulières".

Or l'argent ne semble pas manquer pour acquérir de l'armement. Les dirigeants du mouvement assurent être financés par les commerçants touaregs installés dans les pays limitrophes. "Nous ne recevons pas d'aide financière extérieure d'un Etat. On ne veut compter que sur nos propres forces", affirme l'adjoint du chef du MNJ, Abubacar Alambo.

Un peu comme au Nigeria voisin, où des mouvements revendiquent un meilleur partage des richesses pétrolières, le MNJ veut que l'exploitation de l'uranium - dont le Niger est le troisième producteur mondial - bénéficie davantage aux populations locales.

"Notre adversaire ce n'est pas Areva, dit encore Mohamed Acharif. On ne les connaît pas. Nous demandons seulement au groupe français d'embaucher plus de Touaregs, de ne pas détruire l'environnement et de respecter nos coutumes. C'est l'Etat (nigérien) que nous combattons. Et il n'y aura pas de négociations avec lui tant que l'armée occupera nos villes."

Les Touaregs du Niger n'en sont pas à leur première rébellion. Dans les années 1990, ils s'étaient déjà opposés, les armes à la main, au pouvoir central. Des négociations avaient alors abouti à un accord de paix prévoyant notamment l'intégration des anciens rebelles dans les rangs de l'armée. "L'accord n'a jamais été respecté par les responsables politiques de Niamey", dénonce Mohamed Acharif. Selon lui, si des négociations doivent s'ouvrir, la France devra s'impliquer car "c'est la France coloniale qui a confié notre sort à un pouvoir distant de nous de plus de 1 000 kilomètres."

Jean-Pierre Tuquoi Article paru dans l'édition du 12.05.07.